RAPPORT
SUR L'ACTIVITÉ DE LA DIRECTION DES ARCHIVES DE FRANCE EN 1981

présenté à la Commission supérieure des Archives

par Jean FAVIER

Directeur général des Archives de France

PARIS

Archives nationales

1982

RAPPORT
SUR L'ACTIVITÉ
DE LA DIRECTION
DES ARCHIVES DE FRANCE
EN 1981

RAPPORT
SUR L'ACTIVITÉ DE LA DIRECTION DES ARCHIVES DE FRANCE EN 1981

présenté à la Commission supérieure des Archives

par Jean FAVIER

Directeur général des Archives de France

PARIS

Archives nationales

1982

ISBN 2-86000-086-0

Malgré l'austérité du budget, l'année 1981 a été marquée par un certain nombre d'entreprises et de réalisations exemplaires. Elle a aussi, dès la phase préparatoire du budget de 1982, vu resurgir des dossiers qui avaient déjà fait l'objet de premières approches dans une autre conjoncture budgétaire. Le financement devenait assuré, il importait de remettre les projets sur le chantier et, en actualisant les programmes, de préparer les procédures qui allaient devenir possibles l'année suivante.

Ce fut en particulier le cas pour le Centre d'accueil et de recherche des Archives nationales (CARAN), cette infrastructure de consultation qui doit marquer aux Archives nationales, à Paris, la fin d'une dispersion des palliatifs, préjudiciable au public autant qu'au personnel. On sait que le projet en était déjà esquissé dès les années cinquante. Les besoins, depuis ce temps-là, n'avaient cessé de croître et avaient gagné en complexité. Intégrant tous les équipements de recherche, d'information, de documentation et de consultation — sur supports traditionnels ou autres — le CARAN doit être aussi l'occasion d'une restructuration d'ensemble des Archives nationales, et notamment d'une réaffectation à des fonctions culturelles des divers espaces libérés à l'hôtel de Soubise.

De même a-t-on repris le projet, plus récent, de l'extension du dépôt d'Aix-en-Provence, qui doit permettre le regroupement en un même service des divers fonds intéressant l'histoire de l'outre-mer.

Enfin, divers projets de construction ou d'extension, qui étaient en sommeil dans les départements faute de crédits suffisants pour assurer la subvention de l'État, ont été repris, les programmes en ont été affinés en vue d'une proche réalisation.

L'année 1981 a vu les débuts de deux chantiers fort attendus : à Fontainebleau celui de la deuxième unité de la Cité des archives contemporaines, et à Villemoisson (Essonne) celui de l'annexe de préarchivage des Archives de Paris. Le bâtiment des Alpes-Maritimes a été achevé et quatre extensions ont été menées à bien. Reste que trente dépôts départementaux sont saturés ou en passe de l'être, et que la première unité de Fontainebleau sera sans doute remplie avant l'ouverture de la deuxième prévue pour le début de 1984.

La réflexion professionnelle s'organise à l'occasion du congrès national. Celui de 1981, qui s'est tenu à Montpellier, a souligné deux types de préoccupations, toutes deux alliées à l'accélération des perfectionnements technologiques : l'informatique documentaire, la préservation et la restauration des documents. Dans le même temps, d'autres actions ont été menées au titre de la formation professionnelle continue, dont le besoin et le succès ne se démentent pas.

Une nouvelle politique de relations avec les Archives départementales a été amorcée au dépôt central des microfilms de sécurité à Espeyran (Gard). On peut espérer un rayonnement vraiment national de ce service exemplaire.

On note la forte augmentation des communications : 20 % aux Archives nationales, 16 % aux Archives départementales. Ceci ne laisse pas d'inquiéter quelque peu quant à la conservation des documents, surtout si l'on sait que, de nombreuses séries étant encore rarement explorées par les historiens, le plus fort de la demande — et en particulier de la demande qui tient à l'essor de la généalogie — porte systématiquement sur les mêmes séries. Cette augmentation, comparée à des effectifs dont la croissance atteint seulement 4 %, donne bien la mesure de l'accroissement de la charge que supportent depuis quelques années les services d'archives.

Par l'information qu'il procure aux nombreux chercheurs néophytes, trop souvent portés à accaparer le temps du personnel scientifique au détriment des actions fondamentales de collecte, de classement et d'inventaire, le *Guide* réalisé par M. Gildas Bernard pour les recherches sur l'histoire des familles devrait contribuer à alléger quelque peu cette charge. De même la remise en chantier, sur des bases plus simples, de l'*État général des inventaires* devrait-elle conduire à une meilleure capacité du chercheur à s'orienter lui-même dans le dédale des archives.

Jean Favier,
Directeur général des Archives de France.

MOYENS

1. BUDGET.

Le budget de 1981 a été, dans les grandes masses, une simple reconduction des chiffres de 1980.

Les crédits d'équipement inscrits pour les Archives au budget de l'État ont été les suivants :

— Archives nationales 12 720 000 F;
— subvention pour les Archives départementales : 12 000 000 F;
— enveloppe recherche (subvention pour publications) : 900 000 F.

Au titre des crédits de fonctionnement : 69 423 500 F dont :

— rémunération du personnel d'État : 62 324 000 F, y compris le crédit correspondant à la rémunération du personnel de documentation affecté aux Archives de France et géré par la direction de l'Administration générale;

— crédit de matériel : 5 528 200 F;
— enveloppe recherche : 790 800 F (outre le crédit porté au titre de l'équipement).

Le budget global de la direction des Archives de France s'établit donc pour 1981 à 95 043 500 F.

Par ailleurs, les crédits d'équipement inscrits aux budgets départementaux se sont élevés à 28 000 000 F et on peut estimer les crédits de fonctionnement à 53 000 000 F.

Le total des crédits affectés aux Archives nationales et départementales s'élèverait ainsi à 176 043 500 F.

2. PERSONNEL.

Le personnel des services d'archives nationaux et départementaux a été en 1981, au total, de 1 786 personnes.

Douze conservateurs stagiaires reçus à l'examen de fin de stage ont été recrutés par la direction des Archives de France. Un archiviste paléographe a été recruté par le ministère de la Défense, deux par les municipalités de Saint-Étienne et de Nantes.

Les opérations de formation permanente ont été poursuivies. Les journées d'études sur l'élaboration des instruments de recherche ont été renouvelées à l'intention des documentalistes et des secrétaires de documentation. Des commis ont participé à un cycle consacré au traitement des archives contemporaines. Un stage a eu lieu à l'atelier de restauration des Archives nationales. Un stage d'information a été ouvert aux conservateurs. Un stage de sigillographie a été renouvelé.

Des agents de diverses catégories ont pu bénéficier d'une participation à des stages ponctuels.

Quatre stages spécifiques ont été organisés à l'échelon régional, intéressant toutes les catégories d'agents.

3. BÂTIMENTS.

Divers travaux d'entretien et d'aménagement ont été effectués aux Archives nationales : renouvellement de canalisations, mise en conformité de bâtiments, installation d'équipements (ascenseur, ligne téléphonique), révision de rayonnages mobiles. En attendant le transfert à Aix, des aménagements ont été également apportés aux locaux de la section outre-mer, rue Oudinot.

Le chantier de la deuxième unité de la Cité des archives contemporaines de Fontainebleau a été ouvert le 1er octobre 1981 ; il a été procédé à plusieurs interventions dans l'unité nº 1.

En ce qui concerne les Archives départementales, les Archives des Alpes-Maritimes ont pris possession de leur nouveau dépôt, celles de l'Aude ont bénéficié de la mise en service d'une annexe ainsi que celles de la Creuse, du Doubs et de Maine-et-Loire. Dans l'Oise les travaux du dépôt annexe ont été poursuivis.

Afin de remédier à la saturation, souvent évoquée, des dépôts des Archives de Paris, la construction d'une annexe — surtout vouée au pré-archivage — a commencé à Villemoisson (Essonne).

Par ailleurs, des opérations ponctuelles d'aménagement des bâtiments ont été menées dans vingt-six départements.

LES FONDS D'ARCHIVES

1. ARCHIVES PUBLIQUES.

Les Archives nationales et départementales se sont enrichies en cette année de 64 520 mètres linéaires: soit 12 781,5 pour les Archives nationales et 51 738,5 pour les Archives départementales (55 453 mètres au total en 1980). 28 971 mètres ont été éliminés par les Archives départementales et 2 576 mètres par la Cité des archives contemporaines.

L'archivage des documents publics destinés aux Archives nationales est, on le sait, préparé par les missions établies dans les ministères. Les versements dirigés vers la Cité des archives contemporaines de Fontainebleau demeurent importants : 11 129 mètres linéaires en 1981.

Les accroissements les plus notables des Archives nationales concernent la Présidence de la République et les services du Premier ministre, les ministères de l'Industrie, des Transports, des Relations extérieures, de l'Éducation nationale, de la Culture, de l'Agriculture, de la Solidarité nationale, des Postes, Télécommunications et Télévision, de l'Urbanisme et du Logement, du Travail.

Le Minutier central des notaires de Paris a reçu 220 mètres provenant de cinq études.

Dans les départements, les Archives de l'Ain, de l'Aube, de l'Aude, des Bouches-du-Rhône, du Calvados, de la Charente, de la Côte-d'Or, de la Drôme, de l'Eure, de la Gironde, de l'Hérault, d'Ille-et-Vilaine, d'Indre-et-Loire, de l'Isère, de la Loire-Atlantique, du Loiret, de la Manche, de Meurthe-et-Moselle, du Nord, du Pas-de-Calais, du Bas-Rhin, du Haut Rhin, de Saône-et-Loire, de la Sarthe, de la Seine-Maritime, de Seine-et-Marne, des Yvelines, du Var, de Vaucluse, de la Vendée, de la Haute-Vienne, des Vosges, de l'Essonne, des Hauts-de-Seine, de la Seine-Saint-Denis, du Val-de-Marne, du Val-d'Oise, de la Réunion, ont dû faire face à des entrées d'un métrage linéaire supérieur à 500 mètres.

Faute de place, onze dépôts doivent refuser les versements. Dans une vingtaine d'autres, on est obligé de les freiner. Malgré les récentes constructions, la situation ne s'est en rien améliorée et, seul, un nouvel effort budgétaire permettra de prévenir d'irrémédiables destructions.

2. ARCHIVES PRIVÉES.

Les Archives nationales ont reçu nombre de fonds d'archives privées (92,5 m linéaires) parmi lesquelles il convient de souligner l'importance des fonds suivants : Gramont, Rohan-Bouillon (papiers Boisgelin), Loubet, Michel Aurillac, Joël Le Theule, Union démocratique et socialiste de la Résistance, Lucien Rosnier, Georges Coulon, Centre Démocratie et Progrès, Combarieu, sociétés filiales de Gaz de France 1912-1970, Service social d'aide aux émigrants 1946-1975, Ouvrard-La Rochejacquelin.

Il faut retenir ici quelques enrichissements dont ont bénéficié les Archives départementales : Ardennes (paroisse protestante de Sedan, XVIe-XIXe s.), Ariège (terriers : Serres 1650, La Tour-du-Crieu XVIIe s., Rouze XVIIIe s., les Issards 1751), Aube (chambre des métiers de l'Aube), Calvados (fonds Sauvage), Charente-Maritime (comptabilité de la maison de commerce Meschinet de Richemond à la Rochelle, 1779-1794), Cher (entreprise de travaux publics Vialenet, 1927-1979), Corrèze (chartrier de Cosnac, 1300-1830; terrier de Rouffignac à Allassac, 1428-1585), Creuse (archives Martin-Nadaud), Dordogne (archives du château de Longua), Doubs (archives de Buyer), Gard (société française des asphaltes de Saint-Jean-de-Marvéjols, XIXe-XXe s.), Gironde (société Maydieu, produits résineux), Hérault (fonds Marius Nègre), Ille-et-Vilaine (Société d'agriculture d'Ille-et-Vilaine; famille de Lorgeril), Indre (archives Lancosme-Lambert), Indre-et-Loire (cabinet d'architecte Pichon à Tours), Isère (Hauts Fourneaux et Forges d'Allevard), Haute-Loire (archives de Longevialle, XVe-XXe s.), Loiret (chartrier de Malesherbes; faïencerie de Gien), Mayenne (manufacture de toiles des Établissements Duchemin à Laval, 1876-1978; élections politiques en Mayenne, 1973-1979; Syndicat national des enseignants du second degré, 1976-1979; Fédération de la Mayenne du Parti communiste français, 1970-1976; archives Lavallois Foureau, 1598-1777, et Morin de La Beauluère, 1714-1887), Meurthe-et-Moselle (Ateliers Prouve puis société IRBA, 1950-1980), Meuse (chartes concernant l'abbaye de Rengeval, XVe s.), Morbihan (papiers Lisch, architecte en chef des Monuments historiques en Bretagne, 1950-1979; documents Jégou : marins à Lorient, XVIIIe s.; Fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles, 1890-1950), Moselle (copies de lettres de l'intendant des Trois-Évêchés à Law, 1720), Nièvre (terrier de Menessaire), Nord (clichés zinc provenant du journal *La voix du Nord,* 1950-1980; imprimerie Lefevre-Ducrocq, XXe s.; moulin de Marquette, XXe s.; Union régionale de la CFTC, 1919-1950), Pyrénées-Atlantiques (archives de Villatoya, XVII-XIXe s.), Rhône (soieries Franc et Martelin, 1838-1890; chartrier du château de Pizay : archives Nanton, Sabot de Pizay et Pépin, XIIIe-XXe s.), Saône-et-Loire (faïencerie de Charolles), Haute-Savoie (Académie chablaisienne;

château d'Halière et papiers d'érudits; papeteries de Cran; chapitre cathédral), Seine-Maritime (établissements Roy, filature et tissage), Vaucluse (livre de raison de la famille Ferrier, 1574-1645), Vendée (entreprise Monthulet), Vosges (Automobile-Club des Vosges), Essonne (domaine de Morsang-sur-Orge, 1761-1941), Belfort (documents concernant Saint-Dizier-l'Évêque, XVIIIe s.-1840), Réunion (archives orales; Société générale d'entreprise de France et d'outre-mer).

3. RESTAURATION DES DOCUMENTS.

L'atelier de restauration des Archives nationales a effectué en 1981 la restauration de 55 registres, 350 plans, 251 parchemins et 12 204 documents sur papier. L'atelier d'Aix-en-Provence a restauré 611 feuillets, 72 volumes et documents, 48 cartes et plans.

Trente-six services départementaux sont dotés d'un atelier de reliure; douze sont capables d'exécuter les opérations élémentaires de restauration, et sept peuvent traiter les sceaux.

4. MICROFILM.

Aux Archives nationales le microfilmage de sécurité a porté essentiellement sur les séries K, L, AJ 52, BB 18, Colonies F3, 1 AP, 273 AP, 300 AP, et sur les répertoires anciens du Minutier central (Études I à IX).

Les collections de microfilm se sont accrues de 27 314 mètres de film original établi en double exemplaire; 18 428 mètres de microfilm de sécurité et 8 886 mètres de microfilm de complément. L'ensemble de la collection des Archives nationales est ainsi porté à 649 418 mètres de film original. De plus, 1 630 clichés et 7 171 agrandissements ont été réalisés pour répondre à des commandes du public et de divers services des Archives nationales. Le contretypage des photographies aériennes de la France a été continué. La photographie des sceaux de Flandre a été poursuivie.

Le dépôt central des archives de sécurité à Espeyran (Gard) a reçu, outre les négatifs originaux de microfilms effectués aux Archives nationales (18 300 mètres), des versements des services d'archives d'Indre-et-Loire et du Val-de-Marne. Plus de 28 948 mètres de duplication à partir de microfilms émanant des Archives nationales, y compris la section outre-mer, ont été réalisés.

Il existe actuellement dans les départements 64 ateliers photographiques. Au cours de l'exercice 1981, ils ont réalisé 87 718 mètres de microfilm, dont 34 991 mètres de microfilm de sécurité.

Les inconvénients liés au microfilmage de l'état civil par la Société généalogique de Salt Lake City, soulignés en 1980 (absence d'instruments de recherche scientifique et cession d'un unique exemplaire de microfilm), ont conduit à une renégociation de l'accord conclu en 1960. Cette affaire, actuellement en cours conformément aux avis de la Commission nationale de l'informatique et des libertés, n'a pas permis la mise en chantier de nouvelles opérations.

Il convient de mentionner, enfin, le microfilmage des registres paroissiaux et d'état civil effectué par les Archives départementales de l'Aisne, des Hautes-Alpes, du Finistère, d'Ille-et-Vilaine, d'Indre-et-Loire, de la Loire-Atlantique, de la Manche, de Meurthe-et-Moselle, de l'Orne, de la Sarthe, de la Haute-Vienne et de la Martinique.

ACTION SCIENTIFIQUE ET CULTURELLE

1. CLASSEMENTS ET INVENTAIRES.

Cependant que se poursuivait l'inventaire traditionnel des séries anciennes, un effort particulier a été mené en faveur du classement des fonds contemporains dont le versement est encore trop souvent effectué en vrac. Le classement n'est pas une remise en ordre arbitraire, mais une tentative de remise du fonds dans son état d'origine, c'est-à-dire l'état logique qui procède de sa constitution.

La normalisation des bordereaux de versement permet désormais une meilleure gestion des archives collectées, mais aussi l'étude des modalités d'informatisation du préarchivage, entreprise à la Cité des archives contemporaines, en liaison avec le service de l'informatique. L'opération « Priam » porte essentiellement sur la gestion des communications et la rationalisation des nomenclatures administratives.

Pas plus que les années précédentes, il ne saurait être question de donner ici une liste exhaustive des instruments de recherche mis à la disposition des chercheurs durant l'exercice écoulé; on ne trouvera, recensées ci-après, que les publications imprimées.

Sans doute faut-il rappeler à nouveau l'aide procurée à la recherche sous les formes les plus diverses, qui vont des moyens traditionnels aux technologies les plus modernes : on signalera, une fois encore, le rôle du conseil verbal et le poids des recherches effectuées par correspondance. Le service des Renseignements des Archives nationales et les permanences assurées à la salle des inventaires et dans les salles d'inventaires des sections permettent aux chercheurs d'être renseignés directement et rapidement, en meilleure connaissance de leurs interrogations et de leurs difficultés. Le service des Renseignements des Archives nationales a directement répondu à plus de 8 000 demandes, tandis que 1 485 recherches étaient dirigées vers les sections concernées.

Après l'achèvement en 1980 des quatre tomes de l'*État général des fonds* des Archives nationales, qui contribuent notablement à aider les chercheurs dans la préparation et la formulation de leur recherche, la publication en 1981 du *Guide des recherches sur l'histoire des familles* par Gildas Bernard répond aux nouvelles tendances de la demande et devrait permettre de décharger les services de bien des recherches ponctuelles dans l'intérêt des particuliers. Les guides d'archives départementales sont également des instruments de travail essentiels quant à l'approche de la documentation. Plusieurs sont en cours d'élaboration.

Les inventaires informatisés ont été poursuivis. Le fichier automatisé des minutes notariales à Paris s'est accru par la collecte et la saisie de 1 951 actes rédigés en 1761 dans trois études (application « Minotaure »). 4 701 documents ont été analysés au profit du fichier des commandes d'œuvres d'art par l'État pour la période 1800-1880 (application « Arcade »). L'application « Serac », consacrée au traitement informatique des dossiers de l'administration communale au XIXe siècle, s'est poursuivie par le perfectionnement de la prise en compte des données textuelles de la sous-série F^3 II (biens communaux de 1792 à 1852).

2. PUBLICATIONS.

L'année 1981 a vu la publication de 29 volumes imprimés dont 7 pour les Archives nationales et 22 pour les Archives départementales. Au 31 décembre 1981, 46 volumes étaient en cours d'impression (11 pour les Archives nationales, 35 pour les Archives départementales).

Les publications imprimées sont les suivantes :

Archives nationales.

Guide des recherches sur l'histoire des familles, par Gildas Bernard. In-8°, 336 p.

Les préfets du 11 ventôse an VIII au 4 septembre 1870. Répertoires nominatif et territorial, par René Bargeton, Pierre Bougard, Bernard Le Clère et Pierre-François Pinaud. In-8°, 424 p., ill.

Catalogue des instruments de recherche des Archives départementales, communales et hospitalières en vente dans les services d'archives des départements à la date du 30 juin 1981. In-8°, 144 p.

Rôles de la taille de l'élection de Paris conservés aux Archives nationales (sous-série Z^{1G}) *et dans les Archives départementales, avec un relevé des sources complémentaires* (*paroisses fiscales et communes correspondantes du XVIIIe siècle à nos jours*), par Jean Guerout. In-8°, XXVI, 262 p.

Inventaire des papiers de la division des Sciences et Lettres du ministère de l'Instruction publique et des services qui en sont issus (*sous-série* F^{17}). Tome II, par Marie-Elisabeth Antoine. In-8°, p. 377-974.

Archives du château de Saint-Fargeau (*90 AP*). *Inventaire,* par Yvonne Lanhers. In-8°, 192 p., carte, ill.

Il y a lieu d'ajouter à la liste des ouvrages imprimés une réimpression reprographique du *Manuel d'archivistique.*

Archives départementales.

Ain : *Répertoire numérique de la sous-série 2 E, registres paroissiaux et registres d'état civil,* par Lucienne Dusonchet et Marie Chantelat. Bourg-en-Bresse, 1981, in-8°, 220 p., ill.

Cher : *Série G. Clergé séculier. Répertoire numérique,* par Paul Cravayat †. Bourges, 1981, in-4°, XXII p., 412 colonnes et p. 413-468, ill.

Gard : *Répertoire numérique de la série O. Administration et comptabilité communale* (*an VIII-1940*), par Marcel Baccou et Lise-Marie Carretero. Nîmes, 1981, in-4°, XIX-228 p.

Gironde : *Répertoire numérique de la sous-série 4 E. État civil des origines à 1880,* tome II. *Tables décennales* (*1803-1902*), *ville de Bordeaux* (*1579-1880*), *autres communes* (*des origines à l'an XI*), par Jacques Vergne, Sébastien Guillot de Suduiraut et Annie Malfatti. Bordeaux, 1981, in-8°, 304 p.

Répertoire de la sous-série 2 P. Contributions directes (*1800-1940*), par Roland Morel. Bordeaux, 1981, in-4°, II-184 p.

Jura : *Catalogue des journaux et périodiques conservés dans le département du Jura.* Montmorot, 1981, in-8°, 176 p.

Loire-Atlantique : *Répertoire numérique de la série S. Travaux publics.* Tome 2 (*Fonds de la préfecture, suite et fin*), par Edmond Hery, Édouard Denizeau et Bénédicte Lesaffre. Nantes, 1981, in-4°, XIV-158 p., carte, ill.

Marne : *Répertoire numérique de la série Z. Fonds des sous-préfectures* (*1800-1940*), par Georges Dumas, Armand Ferrant et Roland Michelet. Châlons-sur-Marne, 1981, in-4°, XXVIII-130 p.

Marne (Haute-) : *Répertoire numérique de la série N. Administration et comptabilité départementales (an VIII-1940)*, par Robert Decker. Chaumont, 1981, in-4°, 44 p.

Mayenne : *Service du travail obligatoire de la Mayenne (STO). Répertoire numérique du fonds 46 W*, par Olivier Guyotjeannin. Laval, 1981, in-4°, 60 p. ill.

Moselle : *Deuxième complément au répertoire numérique de la série B (Cours et juridictions). Additifs et rectificatifs*, par Gilbert Cahen et Charles Hiegel. Metz, 1981, in-4°, 88 p.

Pyrénées-Atlantiques : *Répertoire numérique détaillé de la sous-série 1 J (documents entrés par voie extraordinaire), fascicule 2 (1 J 264-1 J 915)*, par Jacques Staes, Liberto Valls et René Mieybégué. Pau, 1981, in-8°, 176 p.

Pyrénées-Orientales : *Répertoire numérique de la série V. Cultes*, par Paulette Delos. Perpignan, 1981, in-4°, 88 p.

Rhin (Bas-) : *Inventaire des archives religieuses déposées entre 1910 et 1979. Consistoires protestants. Série G dépôt* (deux tomes), par Christian Wolff. Strasbourg, 1981, in-4°, IV-208 p. et p. 209 418.

Répertoire numérique de la sous-série 15 M (M supplément). Administration générale et économie (1800-1870), par Louis Martin †. Strasbourg, 1980, in-4°, II-226 p.

Rhin (Haut-) : *Répertoire numérique de la série P. Finances, cadastre, postes, forêts (1800-1870)*, par Dominique Dreyer. Colmar, 1981, in-4°, 128 p., ill.

Sarthe : *Les archives d'Estournelles de Constant (12 J). Répertoire numérique détaillé*, par Henri Boullier de Branche et Gérard Naud. Le Mans, 1981, in-8°, 80 p., ill.

Savoie (Haute-) : *Répertoire numérique du fonds Garbillon-Despine (sous-série 11 J)*, par Robert Gabion. Annecy, 1981, in-8°, 440 p., cartes, généalogies, ill.

Yvelines : *Répertoire numérique de la série Q. Domaines nationaux*, par Marcel Delafosse. Versailles, 1981, in-4°, 158 p.

Yonne : *Répertoire numérique du fonds du contrôle des actes*. Auxerre, 1981, in-4°, 72 p.

Répertoire numérique de la sous-série 3 Q. Fonds de l'Enregistrement (1791-1900) Auxerre, 1981, in-4°, 136 p.

Réunion : *Répertoire numérique de la sous-série 3 E. Minutes et archives notariales, XVIIe-XIXe siècles*, par Michel Chabin et Martine Akhoun. Saint-Denis de la Réunion, 1981, in-4°, 156 p.

Il faut enfin mentionner la publication du premier fascicule (région Nord/Pas-de-Calais) d'un *Répertoire provisoire des délibérations et comptabilités communales antérieures à 1790 :* l'enquête réalisée par les Archives départementales est centralisée par le Service technique de la Direction des Archives de France et publiée en collaboration avec l'Institut de recherche et d'histoire des textes.

3. COMMUNICATION.

Les Archives nationales ont reçu dans leurs diverses salles de lecture, tant à Paris qu'à Aix-en-Provence, 11 890 lecteurs. Ont été communiqués 204 609 articles, en tenant compte des 35 806 communications effectuées par la Cité des archives contemporaines. Par rapport à 1980 le nombre de lecteurs a légèrement diminué (12 840 en 1980) tandis que le nombre d'articles communiqués est en nette progression (170 761 en 1980).

Ces variations sont différentes de celles de l'exercice 1980. Elles demeurent pourtant motivées par un même changement dans la répartition des chercheurs : diminution des universitaires et progression des généalogistes.

Pour les Archives départementales la tendance demeure à la hausse : 89 970 lecteurs et 1 355 842 articles d'archives communiqués (80 404 lecteurs et 1 168 235 articles en 1980). On continue d'observer, là encore, le déclin des études médiévales au profit de la recherche en histoire contemporaine. Il est cependant difficile de mettre sur le même plan, dans une telle comparaison, une ville universitaire avec le chef-lieu d'un département à dominante rurale.

Il reste qu'il demeure délicat d'interpréter les statistiques de fréquentation et d'y discerner la recherche dite « scientifique » et celle qui relève de la simple et légitime curiosité. De plus, un service d'archives supporte très différemment la charge d'un lecteur qui se consacre à l'étude suivie d'un document et celle du chercheur qui consulte quotidiennement une dizaine d'articles.

Dans tous les cas, la communication intensive des documents met en danger leur conservation. Malgré un moindre agrément pour le chercheur, le microfilm devra être étendu à des séries de plus en plus nombreuses, tant anciennes que modernes, les documents modernes n'étant pas les moins menacés.

Cet usage du microfilm tend à se généraliser en ce qui concerne les communications avec déplacement entre dépôts, dont le nombre demeure élevé, malgré les restrictions apportées à cette procédure. Il est, plus que

jamais, souhaitable que les chercheurs s'assurent, avant d'aborder un thème, qu'il n'est pas incompatible avec leurs possibilités de déplacement et avec la documentation qui les intéresse.

Les reproductions de documents à l'intention des lecteurs demeurent nombreuses. Il convient de veiller à ce que de telles pratiques ne nuisent pas à la conservation des documents. Certaines mesures ont été prises à cette fin : interdiction de photocopier les registres reliés, priorité au microfilm par rapport à la photocopie, limitations quantitatives. La fonction des services d'archives est de conserver et de communiquer, non de distribuer des dossiers photographiques.

La communication des documents d'archives implique donc la recherche d'un équilibre entre le service des chercheurs que l'on pourrait qualifier de « professionnels » et celui des amateurs qui y cherchent une satisfaction culturelle, voire une distraction.

4. ACTION CULTURELLE.

Une exposition a été présentée aux Archives nationales « Le monde ouvrier parisien de 1880 à 1884 », thème du XIXe concours de l'Historien de demain.

On a enregistré 20 158 entrées au musée de l'Histoire de France (28 754 en 1980).

Les Archives nationales ont été sollicitées pour la préparation de nombreuses expositions auxquelles elles ont été associées : 15 à Paris dont « La vie mystérieuse des chefs-d'œuvres » (Réunion des musées nationaux), « Le siècle de Charles V » (RMN), « Paris, centre de la presse au XIXe siècle » (Hôtel de Ville), « L'affaire Dreyfus » (Cour de Cassation), « Gérard de Nerval » (Maison Balzac), 21 dans les départements et une à l'étranger : « Costumes du XVIIIe siècle » (Metropolitan Museum of Art).

Dans les départements, des expositions ont été organisées sur des sujets les plus variés : Les monuments romains de Rome (Ain), Le Second Empire et la vie à cette époque (Alpes-de-Haute-Provence), La vie quotidienne à Foix depuis les origines (Ariège), La Provence au temps du roi René (Bouches-du-Rhône), L'abbé Jean-Hippolythe Michon 1806-1881, Bateaux traditionnels d'entre Loire et Gironde (Charente-Maritime), L'église de Bourges des origines à 1789, diocèse et établissements séculiers (Cher), La presse creusoise 1790-1939 (Creuse), Villes et villages du Midi toulousain, Les pénitents bleus (Haute-Garonne), Les lois scolaires de la Troisième République et leur application dans l'Hérault, Le 1er mai de

1895 à 1936 (Hérault), Vivre en minorité : le protestantisme dauphinois du XVIe siècle à nos jours (Isère), Les instruments de musique traditionnelle aux confins de la Bourgogne et de la Franche-Comté, Presse et périodiques dans le Jura, XIXe-XXe siècle (Jura), Vingt ans de protection du patrimoine en Lot-et-Garonne, Plans et dessins des monuments de Basse-Normandie, Préhistoire de la Basse-Normandie, La sauvegarde des villages, habitat rural du clos du Cotentin (Manche), Cartes et plans de la région de Senlis (Oise), La forêt ornaise hier et aujourd'hui (Orne), Quatre écrivains roussillonnais de l'entre-deux guerres : J.S. Pons, J. Aussade, A. Beausil, G. Granda (Pyrénées-Orientales), A quoi servent les archives? (Bas-Rhin), Peinture murale en Lyonnais et Beaujolais (Rhône), L'école à la montagne en Savoie (Savoie), Les Normands à l'école laïque (Val-d'Oise), L'agriculture à la Réunion (Réunion).

Des expositions itinérantes ont été présentées : La vie pastorale dans les Pyrénées audoises (Aude), La navigation sur le Rhône au XIXe siècle (Drôme), Écrivains et terre natale (Finistère), La vie agro-pastorale dans le Haut-Comminges (Haute-Garonne), La vie rurale en Loire-Atlantique au Nord et au Sud de la Loire (Loire-Atlantique), Gaston III Phébus, vicomte souverain de Béarn, et son temps, 1331-1391 (Pyrénées-Atlantiques), La Renaissance en Lyonnais et Beaujolais (Rhône), Richesses artistiques du canton de Méréville (Essonne), Scènes de la vie rurale (Val-de-Marne).

L'enseignement de paléographie, créé en 1978 aux Archives nationales à l'intention des amateurs, a été suivi par 131 personnes.

RELATIONS INTERNATIONALES

Le stage technique international des Archives nationales a réuni, pour sa session de 1981, 40 participants dont 24 archivistes étrangers représentant les pays suivants : Algérie, Allemagne fédérale, Brésil, Bulgarie, République centrafricaine, Côte-d'Ivoire, République dominicaine, Espagne, Gabon, Inde, Irlande, Italie, Liban, Mexique, Pologne, Sénégal, Tchécoslovaquie.

Le directeur général des Archives de France a assisté à la réunion du Bureau du Conseil international des Archives à Berne, du 1er au 3 avril 1981 ainsi qu'à la réunion du Comité exécutif de cette même institution, à La Haye, du 8 au 12 septembre 1981. Il a présidé la Conférence internationale de la Table Ronde des Archives à Oslo, du 4 au 7 septembre 1981.

Des archivistes français ont assisté aux réunions de six comités du Conseil international des Archives : publications, reprographie, restauration, sigillographie, archives d'entreprises, guides d'Asie.

De même plusieurs missions techniques ont-elles été confiées à des archivistes français, soit dans le cadre de l'UNESCO, soit dans celui des relations internationales bilatérales. Sans doute faut-il également rappeler qu'au cours de leurs déplacements à l'étranger les spécialistes des Archives de France ont souvent pris connaissance de réalisations nouvelles dont il sera possible de tirer les leçons au bénéfice du patrimoine archivistique de notre pays.

TABLE DES MATIÈRES

MOYENS

Budget 7
Personnel 7
Bâtiments 8

LES FONDS D'ARCHIVES

Archives publiques 9
Archives privées 10
Restauration des documents 11
Microfilm 11

ACTION SCIENTIFIQUE ET CULTURELLE

Classements et inventaires 13
Publications 14
Communication 17
Action culturelle 18

RELATIONS INTERNATIONALES 20

IMPRIMERIE NATIONALE
2 026017 T 87

Diffusé par
LA DOCUMENTATION FRANÇAISE
29-31, quai Voltaire, 75340 Paris Cedex 07

ISBN 2-86000-086-0